

Les libertés civiles menacées en Grande-Bretagne

Partage international n° [209](#) - Février 2006

Depuis les déclarations du premier ministre T. Blair annonçant que les « règles du jeu avaient changé », un malaise croissant s'est installé au sein du grand public et des organisations des droits de l'homme qui s'inquiètent de ce qui ressemble à une entrave aux libertés civiles qui pourrait modifier la structure de la société et de la démocratie en Grande-Bretagne.

Les nouvelles et spectaculaires mesures anti-terroristes de T. Blair comprennent la fermeture des mosquées les plus radicales ainsi que l'expulsion des responsables religieux accusés de prêcher la violence et la haine sous couvert des lois britanniques des droits de l'homme. Toutefois, les mouvements des droits de l'homme et les membres des instances judiciaires britanniques se sont inquiétés du fait que cette nouvelle ligne dure du gouvernement puisse menacer le respect des libertés civiles qui est une tradition chère aux britanniques.

« Liberty » (Liberté) est l'une des principales organisations britanniques militant en faveur des droits de l'homme et des libertés civiles. Fondée en 1934 en tant que National Council for Civil Liberties (Conseil national pour les libertés civiles), cette

organisation milite pour l'égalité des droits depuis plus de 70 ans. Son directeur, Shami Chakrabarti, a récemment déclaré : « *Liberty fut très déçue par les propos du premier ministre. Nous voulons un leader qui rassemble, pas un leader qui sème les graines de la discorde. M. Blair a déclaré que les règles du jeu avaient changé mais la sécurité publique n'a jamais été un jeu. Les valeurs fondamentales d'une démocratie ne peuvent pas être changées parce que nous sommes menacés par des terroristes.* »

Liberty s'inquiète aussi du fait que le délit qui consiste à tolérer, glorifier ou justifier le terrorisme est trop vague et visera les modérés autant que les extrémistes.

Pendant ce temps, le ministère de l'Intérieur a confirmé les intentions du gouvernement de créer des tribunaux anti-terroristes spéciaux qui seront tenus au secret.

Des juges ainsi que des magistrats expérimentés ont rejeté unanimement ce qu'ils considèrent comme étant une ingérence du gouvernement dans les affaires de la justice et une atteinte à son indépendance.

Royaume Uni

Sources : The Independent, G.-B.

Thématiques : [politique](#)

Rubrique : [Divers](#) ()